

Projet de loi de finances 2020 : c'est le transport français qu'on assassine !



Projet de loi de finances 2020 : c'est le transport français qu'on assassine !

C'était le 8 octobre dernier... Au Congrès de l'OTRE, le secrétaire d'État chargé des transports, M. Jean-Baptiste DJEBBARI, monte à la tribune pour s'exprimer et répondre aux propos, sans

concessions, tenus par la présidente de l'OTRE, Mme Aline MESPLES.

« *Il faut avoir le moral bien accroché pour passer derrière vous* » a noté en introduction le secrétaire d'État en s'adressant à la présidente. Le représentant du gouvernement n'a cependant « *rien lâché* » sur le fond des mesures annoncées dans le cadre du Projet de loi de finances pour 2020. Mais il s'est voulu très rassurant, voire presque flatteur, en rappelant qu'il avait bien tenu compte des propositions des organisations patronales du transport notamment sur le taux réduit de TICPE à la pompe par l'établissement ou encore la mise en place d'une carte professionnelle, voire du raccourcissement des délais de remboursement. Le tout « *est à l'étude* » a-t-il précisé...

« *Les promesses n'engagent que ceux qui les croient !* » aimait à dire un ministre de l'Intérieur à l'accent méridionale...

Car à qui fera-t-on croire que lorsqu'il s'exprimait à cette tribune de l'OTRE, le tout jeune ministre était dans l'ignorance de l'amendement qui serait discuté deux jours plus tard ? Un amendement présenté par une députée du même groupe politique que celui auquel appartenait M. DJEBBARI lorsqu'il siégeait encore, il y a peu, sur les bancs du Palais-Bourbon ?

Alors même qu'il assurait, ex cathedra, les professionnels congressistes qu'il n'y aurait aucune augmentation de fiscalité d'ici la fin du quinquennat et, mieux encore, tout serait fait pour que les mesures envisagées dans le Projet de loi de finances soient « *neutres* » pour les transporteurs, deux jours plus tard, la députée LREM Bénédicte PEYROL présentait et faisait adopter en Commission développement durable, un amendement à l'article 16 du Projet de loi de finances, prévoyant la suppression totale de la ristourne gazole d'ici à 2029 et donc, la fin programmée du gazole professionnelle.

On ne pourra que noter avec un intérêt certain la motivation de la parlementaire Bénédicte PEYROL qui pour défendre son amendement a tout bonnement exposé : « *Si ces mesures vont naturellement dans le bon sens et doivent être encouragées, le système fiscal français reste miné par plusieurs exemptions qui, si elles poursuivent parfois des objectifs économiques évidents et légitimes, se révèlent inadaptées aux objectifs environnementaux du pays et participent à un*

sentiment d'inégalité sur la répartition des charges fiscales ».

Mais alors, que valent les promesses de monsieur DJEBBARI ? Mépris ou absence de considération du pavillon français ? Préméditation d'assassiner une profession qui représente 600 00 emplois et assure le transport de 89 % des biens ?

La mesure envisagée par l'amendement PEYROL aura pour seule conséquence de privilégier les pavillons étrangers ! Au surplus, les transporteurs étrangers participeront d'autant moins à l'effort national puisque, chacun le sait (mais pas les élus ni le gouvernement semble-t-il) 75 % d'entre eux s'approvisionnent en carburant dans les pays limitrophes !

Mais la majorité et le gouvernement n'ont que faire de nos alertes. Malgré les propos rassurant d'un ministre de tutelle qui, disons le mot, se moque de nous, cet amendement démontre, en creux, que la discussion n'est pas sincère et rompt le dialogue qui avait été instauré.

Domage...

En ces temps « *verts* », les préoccupations légitimes sur la défense de l'environnement se confondent avec une forme de doxa qui ne peut être discutée au risque, comme autrefois, de brûler l'hérétique en place de grève...

Machiavel avait su l'exprimer il y a quatre siècles :

« Presque tous les hommes, frappés par l'attrait d'un faux bien ou d'une vaine gloire, se laissent séduire, volontairement ou par ignorance, à l'éclat trompeur de ceux qui méritent le mépris plutôt que la louange. »

Gouvernement et parlementaires feraient bien de s'en souvenir avant d'immoler le transport routier sur l'autel de la transition énergétique...

OTRE

Faisons route ensemble

<https://www.otre.org>

Philippe BONNEAU